ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 11 juin 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale", a donné le 27 juillet 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 11e juni 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet", heeft de 27e juli 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Le projet tend à adapter l'arrêté royal du 15 juillet 1956 aux modifications qui ont été apportées à la loi électorale communale par la loi du 5 juillet 1976.

L'occasion devrait être mise à profit pour faire de cet arrêté royal une revision tenant compte d'autres modifications législatives, ou de jurisprudences bien établies qui en précisent le sens. Tel est le cas pour les documents annexés à la requête et auxquels celle-ci se réfère pour l'exposé des moyens (1), pour la copie de la décision de la députation permanente à joindre à la requête (2), pour la nature du délai d'introduction du mémoire en réponse (3).

Sur le point de départ du délai d'introduction du mémoire en réponse, la jurisprudence est divisée. Selon certains arrêts, le délai prend cours le lendemain du dépôt de la requête (4); cette jurisprudence se fonde sur une interprétation

---

.../...

(1) Arrêts El. Heers, n° 14.744, du 18 mai 1971, El. Sint-Maria-Oudenhove, n° 14.760, du 26 mai 1971, El. Zomergem, n° 14.849, du 29 juin 1971, El. Laarne, n° 14.860, du 5 juillet 1971, El. Maaseik, n° 18.035, du 13 février 1977, El. Kruibeke, n° 18.143, du 25 février 1977, El. Assenede, n° 18.165, du 9 mars 1977, et El. Woluwé-Saint-Lambert, n° 18.153, du 4 mars 1977.

(2) Arrêt El. Tongres, n° 15.201, du 10 mars 1972.

(3) Ce délai est de rigueur (arrêts El. Impe, n° 11.074, du 26 février 1971, El. Ursel, n° 14.862, du 5 juillet 1971, El. Assenede, n° 18.165, du 9 mars 1977.

(4) Arrêts El. Grammont, n° 18.132, du 23 février 1977, El. Woluwé-Saint-Lambert, n° 18.153, du 4 mars 1977. Voir également l'arrêt El. Outer, n° 14.761, du 26 mai 1971.

rigoureuse du texte de l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 15 juillet 1956 : "Les personnes (énumérées dans cet alinéa) ont le droit d'envoyer un mémoire en réponse dans les huit jours qui suivent la date de la publication par le bourgmestre de l'avis concernant le dépôt de la requête". Selon d'autres arrêts, le délai ne commence à courir qu'à l'expiration des six jours ouvrables prévus par l'article 5, alinéa 3 (1). Cette jurisprudence s'inspire manifestement de celle qui est fondée sur l'interprétation de l'article 12, alinéa 2, du règlement général pour la protection du travail : aussi longtemps que l'acte attaqué devant le Conseil d'Etat n'a pas été affiché pendant le délai réglementaire la publication n'a pas eu lieu légalement(2).

Il se recommanderait que, dans l'exercice de son pouvoir, le Roi fasse un choix entre les deux solutions. Le texte proposé présente dès lors deux versions. La première, conforme à la première tendance de la jurisprudence, s'inspire de l'article 13, alinéa 3, du règlement général pour la protection du travail (recours à l'autorité de deuxième instance). La deuxième consacre la deuxième tendance de la jurisprudence.

.../...

(1) Arrêts El. Sosoye, n° 14.560, du 26 février 1971, et El. Waregem, n° 18.164, du 9 mars 1977.

(2) Arrêts Meyers, n° 14.336, et Pauwels, n° 14.337, du 3 novembre 1970, Schrevens, n° 18.525, du 8 novembre 1977, et Halewyck, n° 20.451, du 24 juin 1980.

Il est enfin proposé de ne plus reprendre des dispositions qui ne sont que la répétition de dispositions législatives (notamment la signature de la requête par un avocat (1) et le délai de recours (2)) ou réglementaires générales (article 1er du règlement de procédure).

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

1. A l'alinéa 1er, le visa de l'article 74 de la loi électorale communale est superflu, puisque cette disposition a trait à la réclamation devant la députation permanente et non à la procédure devant le Conseil d'Etat.

2. A l'alinéa 2, il conviendrait de viser toutes les dispositions des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui se rapportent aux recours en matière électorale communale.

3. Les considérants figurant aux alinéas 4 et 5 du projet sont superflus et peuvent, par conséquent, être omis.

.../...

---

(1) Article 19, alinéa 2, des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

(2) Article 76bis de la loi électorale communale.

Le texte suivant est dès lors proposé pour l'ensemble du préambule :

"Vu la loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, notamment l'article 76bis y inséré par la loi du 5 juillet 1976;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 16, 1°, modifié par la loi du 5 juillet 1976, et les articles 19, 21 et 30;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 76 de la loi électorale communale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

DISPOSITIF.

Sous le bénéfice de l'observation préalable ci-avant et de quelques améliorations de forme qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif du projet :

.../...

"Article 1er (comme à l'article 1er du projet).

Article 2.-

Les articles 1er à 4 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 1er. Le recours prévu à l'article 76bis de la loi électorale communale est introduit par une requête adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste.

Sont jointes à la requête quatre copies certifiées conformes de celle-ci ainsi que de tout document à elle annexé auquel elle se réfère.

Article 2. La requête introduite par plusieurs requérants contient une seule élection de domicile.

A défaut de celle-ci, les requérants sont présumés avoir élu domicile chez le premier requérant.

Article 3. La partie requérante joint à sa requête une copie soit de la décision de la députation permanente dont il est appelé, soit de la lettre du greffier provincial lui notifiant l'absence de décision dans le délai prescrit par l'article 75 de la loi électorale communale.

Article 4. Le greffier en chef transmet au gouverneur de la province une copie de la requête et des annexes auxquelles elle se réfère et dont copies ont été jointes conformément à l'article 1er, alinéa 2".

.../...

Article 3.-

A l'article 5, alinéas 1er et 2, et à l'article 6, alinéa 3, du même arrêté, le mot "greffier" est remplacé par les mots "greffier en chef".

Article 4.-

L'article 6 du même arrêté est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1er :

a) le mot "personnes" est remplacé par le mot "candidats";

b) les mots "les électeurs signataires visés à l'alinéa 9 de l'article 23 de la même loi" sont remplacés par les mots "les deux conseillers sortants visés à l'article 23, alinéa 1er, ou les trois électeurs signataires visés à l'article 23, alinéa 3, de la même loi";

c) les mots "dans les huit jours qui suivent la date de la publication par le bourgmestre de l'avis concernant le dépôt de la requête", sont supprimés;

2° l'alinéa 4, 2°, est complété comme suit :

- (première version) "dans les huit jours après le premier jour de l'affichage de l'avis prévu par l'article 5, alinéa 3";

- (deuxième version) "dans les huit jours après l'expiration du délai d'affichage prévu par l'article 5, alinéa 3".

Article 5.-

A l'article 8, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "rapport sur l'état de l'affaire" sont remplacés par les mots "rapport sur l'affaire".

Article 6.-

A l'article 11 du même arrêté, les mots "articles 2, 1° et 2°," sont remplacés par les mots "articles 1er, 2, § 1er, 1° et 2°,".

Article 7.-

Notre ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het ontwerp strekt tot aanpassing van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 aan de wijzigingen welke de wet van 5 juli 1976 heeft aangebracht in de gemeentekieswet.

Deze gelegenheid zou te baat moeten worden genomen om dat koninklijk besluit zo te werken dat ook rekening wordt gehouden met andere wetswijzigingen of met vaststaande rechtspraak die de betekenis ervan verduidelijkt. Dat geldt voor de stukken die bij het verzoekschrift zijn gevoegd en waarnaar dit voor de uiteenzetting van de middelen verwijst (1), voor het bij het verzoekschrift te voegen afschrift van de beslissing van de bestendige deputatie (2), voor de aard van de termijn voor het indienen van de memorie van antwoord (3).

Over de vraag wanneer de termijn van het indienen van de memorie van antwoord ingaat, is de rechtspraak het niet eens. Volgens sommige arresten is dat op de dag na de datum van de bekendmaking door de burgemeester van het be-

.../...

---

(1) Arresten Verk. Heers, nr 14.744, van 18 mei 1971, Verk. Sint-Maria-Oudenhove, nr 14.760, van 26 mei 1971, Verk. Zomergem, nr 14.849, van 29 juni 1971, Verk. Laarne, nr 14.860, van 5 juli 1971, Verk. Knesselaere, nr 18.071, van 28 januari 1977, Verk. Maaseik, nr 18.035, van 13 februari 1977, Verk. Kruibeke, nr 18.143, van 25 februari 1977, Verk. Assenede, nr 18.165, van 9 maart 1977, en Verk. Sint-Lambrechts-Woluwe, nr 18.153, van 4 maart 1977.

(2) Arrest Verk. Tongeren, nr 15.201, van 10 maart 1972.

(3) Dit is een dwingende termijn (arresten Verk. Impe, nr 11.074, van 26 februari 1965, Verk. Sosoye, nr 14.560, van 26 februari 1971, Verk. Ursel, nr 14.862, van 5 juli 1971, Verk. Tongeren, nr 15.093, van 21 december 1971, Verk. Assenede, nr 18.165, van 9 maart 1977.

richt betreffende de neerlegging van het verzoekschrift (1); deze rechtspraak steunt op een strenge interpretatie van de tekst van artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 : "Zij (de in het artikel genoemde personen) ... zijn gerechtigd om binnen acht dagen na de datum van de bekendmaking door de burgemeester van het bericht betreffende de nederlegging van het verzoekschrift, een memorie van antwoord aan de Raad van State te sturen". Volgens andere arresten gaat de termijn slechts in bij het verstrijken van de zes werkdagen waarvan sprake is in artikel 5, derde lid (2). Deze rechtspraak sluit kennelijk aan bij die welke steunt op de interpretatie van artikel 12, tweede lid, van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming : zolang de voor de Raad van State bestreden handeling niet gedurende de reglementaire termijn is aangeplakt, is de bekendmaking niet wettelijk geschied (3).

Het verdient aanbeveling dat de Koning, in de uitoefening van zijn bevoegdheid, tussen beide oplossingen zou kiezen. De voorgestelde tekst geeft dan ook twee versies in overweging. De eerste, in de lijn van de eerstgenoemde strekking van de rechtspraak, zoekt aansluiting bij artikel 13, derde lid, van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming (beroep bij de overheid in tweede instantie). De tweede versie huldigt de andere tendens van de rechtspraak.

.../...

---

(1) Arresten Verk. Geraardsbergen, nr 18.132, van 23 februari 1977, Verk. Sint-Lambrechts-Woluwe, nr 18.153 van 4 maart 1977. Zie ook arrest Verk. Outer, nr 14.761, van 26 mei 1971.

(2) Arresten Verk. Sosoye, nr 14.560, van 26 februari 1971, en Verk. Waregem, nr 18.164, van 9 maart 1977.

(3) Arresten Meyers, nr 14.336, en Pauwels, nr 14.337, van 3 november 1970, Schrevens, nr 18.525, van 8 november 1977, en Halewyck, nr 20.451, van 24 juni 1980.

Ten slotte wordt voorgesteld geen bepalingen meer op te nemen die niets anders zijn dan de herhaling van algemene wets- (bijvoorbeeld ondertekening van het verzoekschrift door een advocaat (1) en de termijn van het instellen van het beroep (2) of reglementsbepalingen (artikel 1 van het procedurereglement).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

1. In het eerste lid is de verwijzing naar artikel 74 van de gemeentekieswet overbodig; die bepaling heeft immers betrekking op het bezwaar bij de bestendige deputatie en niet op de rechtspleging voor de Raad van State.

2. In het tweede lid zou melding moeten worden gemaakt van alle bepalingen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State die betrekking hebben op de beroepen inzake gemeenteraadsverkiezingen.

3. De consideransen van het vierde en het vijfde lid van de aanhef zijn overbodig en kunnen bijgevolg vervallen.

Derhalve wordt voorgesteld de aanhef in zijn geheel als volgt te redigeren :

.../...

---

(1) Artikel 19, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973.

(2) Artikel 76bis van de gemeentekieswet.

"Gelet op de gemeentekieswet, gecoördineerd op 4 augustus 1932, inzonderheid op artikel 76, aldaar ingevoegd bij de wet van 5 juli 1976;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 16, 1°, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, en op de artikelen 19, 21 en 30;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 76 van de gemeentekieswet;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

BEPALEND GEDEELTE.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte voorafgaande opmerking en van enkele verbeteringen die alleen de vorm betreffen en geen bijzondere commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het gehele bepalend gedeelte van het ontwerp :

"Artikel 1 (zoals artikel 1 van het ontwerp).

Artikel 2.

De artikelen 1 tot 4 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Artikel 1. Het in artikel 76bis van de gemeentekieswet bedoelde beroep wordt ingesteld door middel van een verzoekschrift dat bij een ter post aangetekende brief aan de Raad van State wordt gericht.

Bij het verzoekschrift worden gevoegd vier gewaarmerkte afschriften van het verzoekschrift en van elk van de erbij gevoegde documenten waarnaar het verwijst.

Artikel 2. In het door meer dan een verzoeker ingediende verzoekschrift wordt een enkele woonplaats gekozen.

Zoniet worden de verzoekers geacht bij de eerste verzoeker woonplaats te hebben gekozen.

Artikel 3. De verzoekende partij voegt bij haar verzoekschrift een afschrift, ofwel van de beslissing van de bestendige deputatie waarvan zij in beroep komt, ofwel van de brief van de provinciegriffier waarbij haar kennis wordt gegeven dat geen beslissing genomen is binnen de termijn bepaald in artikel 75 van de gemeentekieswet.

Artikel 4. De hoofdgriffier zendt aan de provinciegouverneur een afschrift van het verzoekschrift en van de bijlagen waarnaar het verwijst en waarvan afschriften bij het verzoekschrift zijn gevoegd overeenkomstig artikel 1, tweede lid".

.../...

Artikel 3.-

In artikel 5, eerste en tweede lid, en in artikel 6, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "griffier" vervangen door "hoofdgriffier".

Artikel 4.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het eerste lid :

a) wordt het woord "Zij" vervangen door de woorden "De kandidaten";

b) worden de woorden "de kiezers ondertekenaars bedoeld bij het lid 9 van artikel 23 van dezelfde wet" vervangen door de woorden "de twee aftredende gemeenteraadsleden bedoeld in artikel 23, eerste lid, of de drie kiezers ondertekenaars bedoeld in artikel 23, derde lid, van dezelfde wet";

c) worden de woorden "binnen acht dagen na de datum van de bekendmaking door de burgemeester van het bericht betreffende de nederlegging van het verzoekschrift" geschrapt;

2° het vierde lid, 2°, wordt aangevuld als volgt :

- (eerste versie) "binnen acht dagen na de eerste dag van de aanplakking van het bericht bedoeld in artikel 5, derde lid";

- (tweede versie) "binnen acht dagen na het verstrijken van de termijn van aanplakking bedoeld in artikel 5, derde lid".

Artikel 5.-

In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "verslag over de stand van de zaak" vervangen door "verslag over de zaak".

Artikel 6.-

In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikelen 2, 1° en 2°," vervangen door de woorden "artikelen 1, 2, § 1, 1° en 2°,".

Artikel 7.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,	président,
de Heren :		kamervoorzitter,	voorzitter,
H. ROUSSEAU,		président de chambre, kamervoorzitter,	
Ch. HUBERLANT,		conseiller d'Etat, staatsraad,	
P. DE VISSCHER,		assesseurs de la section de législation,	
C. DESCHAMPS,		assessoren van de afdeling wetgeving,	
Madame : R. DEROY,		greffier assumé.	
Mevrouw :		toegevoegd griffier.	

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.